

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 08/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HAGANIS

Rue du Trou aux Serpents
Nouveau Port
57000 Metz

Références : METZ_HAGANIS-CVD_2025-10-01_RAPVI_MH_02059
Code AIOT : 0006204993

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2025 dans l'établissement HAGANIS implanté 15 avenue de Blida 57000 Metz. L'inspection a été annoncée le 18/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle air-IED.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HAGANIS
- 15 avenue de Blida 57000 Metz

- Code AIOT : 0006204993
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La régie HAGANIS exploite un centre de valorisation des déchets ménagers et assimilés (CVD) sur la commune de Metz. Le CVD, mis en service en 2001 et soumis à autorisation au titre des ICPE (arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié), est constitué :

- d'une unité de tri des matériaux (UTM) de 5 800 m² ayant une capacité de tri des déchets issus des collectes sélectives et des déchets banals d'entreprise autorisée de 54 000 t/an ;
- d'une unité de valorisation énergétique (UVE) liée à l'incinération des déchets ménagers, à hauteur de 120 000 t/an ;
- d'une unité de valorisation des mâchefers (UVM) liée à la valorisation des mâchefers bruts issus de l'incinération, à hauteur de 15 000 t/an (quantité maximale stockée).

L'installation est également réglementée par les arrêtés ministériels suivants :

- du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Flux de polluants	AP Complémentaire du 22/02/2023, article Article 3 : "Article IV.5.1 modifié"	Sans objet
2	Rejets dans l'air	AP Complémentaire du 22/02/2023, article Article 3 : "Article IV.5.2 modifié"	Sans objet
3	Autosurveillance	AP Complémentaire du 22/02/2023, article Article 4: "Article IV.6.1 modifié"	Sans objet
4	Contrôles extérieurs	AP Complémentaire du 22/02/2023, article Article 5 : "Article IV.6.2 modifié"	Sans objet
5	Conditions d'exploitation dans des conditions autres que normales OTNOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3, point 3.5.1	Sans objet
6	Conditions	Arrêté Ministériel du 12/01/2021,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'exploitation dans des conditions autres que normales OTNOC	article Annexe 3, point 3.5.2	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection s'est concentrée sur les émissions atmosphériques du site : respect des valeurs limites à l'émission (VLE) et des contrôles réglementaires. Les contrôles ont été réalisés par sondage sur les émissions de la ligne 1. L'inspection n'a pas constaté de non-conformités sur les contrôles approfondis et de cohérence des données transmises réalisées lors de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Flux de polluants

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/02/2023, article Article 3 : "Article IV.5.1 modifié"		
Thème(s) : Risques chroniques, Flux limites		
Prescription contrôlée :		
Pour chaque ligne d'incinération, les flux de polluants sont inférieurs aux seuils indiqués dans le tableau suivant :		
Polluant	Flux horaire maximal	Flux maximal exprimé en moyenne journalière
Monoxyde de carbone (CO)	4 kg / h	48 kg / jour
Poussières totales	0,6 kg / h	4,8 kg / jour
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	0,8 kg / h	9,6 kg / jour
Chlorure d'hydrogène (HCl)	1,9 kg / h	7,7 kg / jour

Fluorure d'hydrogène (HF)	0,16 kg / h	0,96 kg / jour
Dioxyde de soufre (SO ₂)	6,4 kg / h	38,4 kg / jour
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO ₂) exprimés en en dioxyde d'azote	7,0 kg / h	124,8 kg / jour
Ammoniac	0,4 kg/h	9,6 kg / jour
Cadmium et ses composés (exprimés en Cd) + thallium et ses composés (exprimés en Tl)	-	19 g / jour
Mercure et ses composés (exprimés en Hg)	-	19 g / jour
Total des autres métaux lourds suivants et leur composés exprimés en : Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+N i+V	-	0,29 kg / jour
Dioxines et furannes	-	0,076 mg / jour

Constats :

L'inspection a contrôlé, par sondage, le respect des VLE présentées dans les résultats du rapport de contrôle semestriel extérieur numéro 6425 (voir point de contrôle 5) relatif aux mesures réalisées du 18 au 20 mars 2025 pour la ligne 1 et n'a pas constaté de non-conformité sur les flux de polluants (flux horaire maximal et flux maximal exprimé en moyenne journalière).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets dans l'air

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/02/2023, article Article 3 : "Article IV.5.2 modifié"

Thème(s) : Risques chroniques, Concentrations limites**Prescription contrôlée :**

Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière que les valeurs limites fixées ci-dessous, exprimées sur gaz secs pour 11 % d'O₂, ne soient pas dépassées dans les rejets gazeux de l'installation.

- Monoxyde de carbone (CO) dans les gaz de combustion, en dehors des phases de démarrage et d'extinction :
- 50 mg/Nm³ de gaz de combustion, en moyenne journalière ;
- 150 mg/Nm³ de gaz de combustion dans au moins 95 % de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur dix minutes, ou 100 mg/Nm³ de gaz de combustion dans toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures :
- Poussières totales, COT, HCl, HF, ammoniac, mercure, SO₂ et NO_x :

Paramètre	Moyenne journalière en mg/Nm ³	Moyenne sur ½ heure en mg/Nm ³
Poussières totales	5	15
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en COT	10	20
HCl	8	54
HF	1	4
SO ₂	40	160
NO et NO ₂ , exprimés en NO ₂	130	175
Ammoniac	10	10

Hg et ses composés (exprimés en Hg)	0,02	0,02
-------------------------------------	------	------

- Métaux et dioxines/furannes:

Paramètre	Valeur
Cd et ses composés (exprimés en Cd) + Tl et ses composés (exprimés en Tl)	0,02 mg/Nm ³
Total des autres métaux lourds suivants : Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V	0,3 mg/Nm ³
Dioxines et furannes	0,08 ng/Nm ³

Pour les métaux :

- la méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum ;
- les valeurs ci-dessus s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques ;

Pour les dioxines/furannes :

- leur concentration est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furannes déterminée selon les indications de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux ;
- la méthode de mesure employée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit heures au maximum.

Constats :

1. Autosurveillance en continu :

L'inspection a contrôlé, par sondage, les émissions surveillées en continu, sur la base des données du rapport mensuel de février 2025 (ligne 1) de relevés des mesures en continu et relève une non-conformité concernant le mercure (Hg) sur la période du 16 et 17 février avec des valeurs journalières respectives enregistrées à 1,876 mg/Nm³ (valeur 93 fois supérieure à la VLE) et 0,09 mg/Nm³.

mg/Nm³.

Au jour de la visite, l'exploitant a indiqué que ce "pic" de concentration était lié à un problème de combustion lié à la nature des déchets entrants, sans toutefois avoir pu les identifier. La détection de cet événement au travers de la GMAO a enclenché des actions correctives conformément à la procédure CVD-UV-PR-019 (transmise à l'inspection par courriel du 25/09/2025) précisant la conduite à tenir en cas de dépassement de Hg.

Vu :

- le rapport d'exploitation N° « EXP-25-0141 » du 16 février 2025 qui indique le dépassement en Hg survenu sur le poste, la cause et la sollicitation de l'astreinte exploitation ;
- La fiche événement N° « EVT-25-0027 » du 16 février 2025 qui trace l'évènement.

L'inspection n'a pas d'observation suite à cet événement, considérant les démarches engagées par l'exploitant suite à son apparition et sa non-réitération sur les résultats de l'autosurveillance au cours du second semestre 2025.

2. Contrôles ponctuels par des organismes extérieurs :

L'exploitant transmet régulièrement à l'inspection par courriel les rapports d'autosurveillance rédigés par un bureau d'étude (assistant technique de l'établissement) relatifs aux contrôles semestriels réalisés par un organisme extérieur. Dans le but d'améliorer la compréhension des mesures et d'avoir une meilleure représentativité, trois mesures par jour sont réalisées sur trois jours. Le bureau d'étude indique dans ses rapports la moyenne des mesures par jour.

L'inspection a contrôlé par sondage le respect des VLE dans le rapport numéro 6425 (voir point de contrôle 5) relatifs aux mesures réalisées du 18 au 20 mars 2025 pour la ligne 1 et n'a pas constaté de non-conformité sur les moyennes journalières.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/02/2023, article Article 4: "Article IV.6.1 modifié"

Thème(s) : Risques chroniques, Paramètres

Prescription contrôlée :

Chaque cheminée de l'unité d'incinération est équipée d'analyseurs en continu de la teneur des éléments suivants :

- température ;
- débit ;
- oxygène ;
- vapeur d'eau ;
- CO ;
- poussières totales ;
- substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en COT ;
- HCl ;
- HF ;
- SO₂ ;
- NO_x et NO₂ ;

- ammoniac ;
- Hg

Constats :

Vu les transmissions de l'exploitant envoyées régulièrement à l'inspection concernant l'autosurveillance sur les lignes 1 et 2, dont notamment :

- courriel du 19 mai 2025 concernant les données relatives au suivi des gaz au titre du premier trimestre 2025 ;
- courriel du 24 février 2025 concernant les données relatives au suivi des gaz au titre du quatrième trimestre 2024 ;
- courriel du 20 décembre 2024 concernant les données relatives au suivi des gaz au titre du troisième trimestre 2024.

Vu au jour de l'inspection :

- les données relatives au suivi des gaz au titre du deuxième trimestre 2025 ;
- la salle de contrôle avec le report des mesures en temps réel ;
- la salle des machines où les données sont reportées en temps réel.

L'inspection constate que les résultats de la surveillance portent sur l'ensemble des paramètres visés et sont transmis régulièrement. Par sondage, l'inspection a contrôlé les derniers rapports d'essais des analyseurs de mesure en continu concernant la ligne 1. Par courriel du 25 septembre 2025, l'exploitant a communiqué les éléments suivants :

- contrôle QAL3 réalisé sur l'analyseur MIR-FT de la ligne 1, en août 2025 ;
- contrôle AST (N°134471179-001-2) réalisé sur l'ensemble des analyseurs du 03 au 10 octobre 2024.

Ces documents sont sans observations de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôles extérieurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/02/2023, article Article 5 : "Article IV.6.2 modifié"

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe :

1. Semestriellement :

- l'ensemble des paramètres mesurés en continu (cités à l'article IV.6.1) et en semi-continu,
- Cd et ses composés,
- Tl et ses composés,
- Hg et ses composés,
- autres métaux suivants : Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V,

- dioxines et furannes,
- ammoniac,
- PCB de type dioxines.

1. Annuellement :

- Benzo[a]pyrène. »

Constats :

Vu les transmissions de l'exploitant envoyées régulièrement à l'inspection, dont notamment les rapports suivants réalisés par un organisme agréé :

- Rapport de contrôle des rejets et de l'environnement numéro 7224 : suivi du 1er semestre 2024 ;
- Rapport de contrôle des rejets et de l'environnement numéro 15324 : suivi du 2nd semestre 2024 ;
- Rapport de contrôle des rejets et de l'environnement numéro 6425 : suivi du 1er semestre 2025 ;
- Rapport de contrôle des rejets annuels de benzo(a)pyrène numéro 13525 : suivi des résultats 2023, 2024 et 2025.

L'inspection constate que les résultats de la surveillance sont transmis régulièrement et dans les délais impartis.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conditions d'exploitation dans des conditions autres que normales OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3, point 3.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des OTNOC

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (système de management environnemental - annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC (conditions d'exploitation autres que normales) fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions.

Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h/an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité.

[...]

Constats :

Vu :

- le bilan 2024 sur la durée OTNOC sur chacune des lignes : L1 = 76,45 h et L2 = 115,02 h soit un total de 191,47 h ;
- le bilan global 2024 sur la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure : 136

h ;

- le bilan 2025, à la date de l'inspection, sur la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure : L1 = 39,5 h et L2 = 66 h soit un total de 105,5 h.

L'inspection n'a pas d'observation sur la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conditions d'exploitation dans des conditions autres que normales OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3, point 3.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Evaluation périodique des OTNOC

Prescription contrôlée :

L'évaluation périodique consiste en :

- la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;
- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ;
- la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ;
- l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.

Constats :

Constats :

Vu :

- les données d'autosurveillance enregistrées en continu intégrant les périodes NOC et OTNOC transmises par courriels par l'exploitant à l'inspection ;
- le tableau de suivi des indisponibilités de traitement des deux lignes sur l'année 2025 ;
- le contrôle de cohérence des données communiquées entre les données d'autosurveillance, le tableau de suivi des indisponibilités et le plan de gestion OTNOC réalisé par sondage par l'inspection sur le 1er trimestre 2025.

L'inspection n'a pas d'observation sur la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite